Daniel Bensaïd

La logique de guerre permanente existe aussi contre les salariés

Mouvement altermondialiste et luttes des salarié(e)s

David Gygax : *A l'heure de la lutte des salariés français pour les retraites et du sommet du G8, également en France, comment faire le lien entre le mouvement syndical et le mouvement altermondialiste ?*

Daniel Bensaïd : Il faut mettre en perspective historique le mouvement altermondialiste. Ce mouvement est jeune, il n'a que cinq ans. Pourtant, malgré cette jeunesse, il n'a cessé d'avancer, de se développer, principalement dans deux directions. D'abord, il s'est étendu géographiquement avec, par exemple, la multiplication des forums sociaux nationaux ou régionaux. D'autre part, il s'est aussi étendu socialement, en intégrant de plus en plus d'organisations, de mouvements, d'associations ou de courants politiques. Cela dit, son enracinement doit être renforcé. Dans ce cadre, l'absence des syndicats est une marque de faiblesse du mouvement. Les syndicats restent le principal mouvement social. Un enracinement des organisations de salariés dans le mouvement permettrait de combler cette faiblesse d'un cercle restreint de militants qui s'agitent et qui vont de contre-sommet en forum social. Le mouvement altermondialiste, dans toute sa diversité, doit intégrer les syndicats pour renforcer son enracinement social. De même, il continuera à avancer s'il permet à toutes les tendances qui y participent de débattre de leurs positions et d'afficher leur diversité.

D.G. : *Mais n'y a-t-il pas une différence entre la perception des salariés ou des militants syndicaux sur leur lieu de travail et les militants altermondialistes dans les forums sociaux ? « L'esprit de Porto Alegre » n'est pas forcément présent dans les ateliers ou les bureaux…*

D.B. : C'est vrai que le lien entre la mondialisation capitaliste et les conséquences peut paraître difficile à faire en Europe. Sur les lieux de travail, on ne fait pas forcément ce lien entre les attaques subies tous les jours, sur les rythmes de travail, sur les salaires, sur les retraites et la mondialisation capitaliste. En Amérique latine par exemple, la situation est un peu différente : la dette, les programmes d'ajustement du FMI avec leurs privatisations, ou encore l'ouverture commerciale à la concurrence ont des effets très concrets sur la vie des gens. Mais en Europe aussi, on peut voir le sens de ces attaques. Par exemple, lors de la prochaine réunion de l'OMC à Cancun, on décidera de l'ouverture à la concurrence et de la privatisation de nombreux services encore publics ; si un tel accord est signé, cela aura un effet très concret sur nos vies, à travers les réformes dans le secteur de la santé ou dans l'enseignement, pour ne prendre que deux exemples. Ces conséquences concrètes doivent justement permettre de faire le lien entre les revendications dites altermondialistes et les revendications sociales, plus traditionnelles aux syndicats et aux salariés en général. D'ailleurs, on constate un renouveau des luttes sociales, pas seulement en France, mais aussi en Autriche, en Italie ou en Allemagne, et dans d'autres pays.

D.G. : *Pourtant, les attaques contre les salariés et contre les droits sociaux continuent…*

D.B. : Oui, et je pense que nous sommes entrés dans une deuxième phase des réformes néolibérales. Vingt ans de ces réformes, de défaites des salariés et du mouvement ouvrier n'ont pas encore permis de rétablir les conditions de rentabilité du capital pour la classe dominante. Or on voit aujourd'hui qu'il y a une vraie coordination de l'offensive dans l'agenda des dirigeants, gauche comprise. L'exemple le plus frappant est celui des retraites : en Allemagne, en France, en Autriche (ainsi qu'en Suisse, ndlr), mais aussi au Brésil, des réformes sont en cours. Elles visent à casser des principes de solidarité entre les générations, à vider ce qui reste des systèmes de protection sociale après vingt ans de réformes et de destruction. Ce qu'ils veulent, c'est isoler encore plus chacun de nous, détruire le minimum de solidarité qui reste dans le principe de la protection sociale. À terme, pour les gouvernements et les dirigeants, il s'agit de détruire tous les mécanismes de solidarité pour atomiser les salariés, les chômeurs et les retraités, pour nous isoler et nous rendre plus vulnérables. Il en va de même avec l'espace démocratique : le projet des élites politiques et économiques est de réduire cet espace au minimum. Quand un gouvernement de gauche explique aux gens que les lois ne peuvent rien faire contre les licenciements, comme dans le cas de Michelin il y a quelques années, pourquoi les salariés iraient-ils voter si cet espace démocratique ne leur appartient pas, comme on le leur explique. Aujourd'hui, on voit aussi ce vidage de l'espace démocratique avec le développement de l'État pénal et les restrictions de plus en plus fortes imposées aux différents droits collectifs.

D.G. : *Puisque les attaques sont coordonnées ou participent d'un « agenda commun », pourquoi les réponses et les luttes ne le sont-elles pas ?*

D.B. : Les syndicats agissent traditionnellement dans un cadre national. De plus, l'histoire de chaque organisation syndicale, dans chaque pays, est différente. Il est donc plus difficile de lier les luttes. Les tentatives d'eurogrèves ou d'euroluttes en sont à leurs débuts. Les syndicats peuvent gagner nationalement sur des luttes défensives, contre les réformes libérales. Les rapports de force sociaux ont lieu dans le cadre national, de même que les conquêtes sociales ont été faites dans des cadres nationaux, et sont donc défendues dans ces cadres-là. Par exemple, en France, il est possible de gagner sur la question des retraites. Mais pour gagner une lutte offensive, il est certain qu'une coordination internationale, au moins européenne, est nécessaire.

D.G. : *Cette coordination internationale existe dans le mouvement altermondialiste, si l'on regarde comment se sont préparées les manifestations contre la guerre en Irak…*
D.B. : Oui, et c'est un des points forts du mouvement altermondialiste. Il a pris position très vite contre cette guerre et il n'y a eu personne pour la soutenir dans le mouvement. Elle a été comprise immédiatement comme ce qu'elle est : une guerre d'agression impérialiste. En novembre dernier, à Florence, une date a été fixée pour des manifestations européennes contre la guerre le 15 février. Ce jour-là, plus de dix millions de personnes ont défilé dans le monde entier. C'est une sorte de « première », qui ouvre des possibilités. Cela a aussi permis à d'autres organisations de rejoindre ce mouvement, d'y apporter leur contribution et de participer à l'approfondissement social du mouvement dont je parlais tout à l'heure. Mais la guerre étant un sujet international par définition, il était aussi plus facile d'organiser un mouvement de protestation coordonné dans tous les pays.

D.G. : *Dans ces manifestations, le lien était fait par beaucoup entre la guerre sociale et la guerre militaire.*
D.B. : Oui, d'ailleurs les effets de la crise libérale sont visibles pour les salariés dans différents domaines. Il y a les questions sociales que nous avons abordées, mais il y en a d'autres. Je partage, par exemple, l'idée que quatre tours se sont effondrées en septembre 2001 : celles de New York, mais aussi les deux « tours » Enron et Argentine. Ces dernières montrent la faillite d'un modèle. Les salariés le ressentent, voient que l'emploi, les retraites ou la santé sont mis en danger par ce système économique et par les réformes de ces vingt dernières années. Cela ne signifie pas qu'il y ait aujourd'hui les conditions pour que les mouvements sociaux imposent d'autres choix, mais il y a une incontestable renaissance des luttes, et le mouvement altermondialiste en est une composante. De même, la logique de guerre militaire permanente ouverte aujourd'hui, et qui s'impose dans le monde, montre aussi les enjeux auxquels nous sommes toutes et tous confrontés : une guerre militaire et sociale menée pour le profit de quelques-uns et contre l'immense majorité de la planète.

D.G. : *Le mouvement altermondialiste peut donc continuer à se développer, en créant des liens « naturels » avec les salariés ?*
D.B. : Comme je l'ai dit tout à l'heure, je crois qu'il continuera de se développer s'il intègre toutes les tendances, non pas pour les mettre d'accord entre elles, mais pour débattre des propositions et des alternatives au système économique et politique que l'on nous impose. Et beaucoup de salariés se demandent aussi que faire. Je crois qu'il y a une très forte demande de politique. C'est à cette demande que doivent tenter de répondre toutes celles et tous ceux qui veulent ouvrir des possibles et créer les conditions pour construire un autre monde.

Revue politique virtuelle,
site de « A l'encontre », mai 2003